



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :  
Laboratoire de Recherches sur le Développement de  
l'Elevage  
sous tutelle des  
établissements et organismes :  
INRA

Juin 2011



agence d'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Rapport de l'AERES sur l'unité :  
Laboratoire de Recherches sur le Développement de  
l'Elevage  
sous tutelle des  
établissements et organismes :  
INRA

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des unités  
de recherche

Le Directeur

Pierre Glorieux

Juin 2011



## Unité

Nom de l'unité : Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Élevage (LRDE)

Label demandé : UPR

N° si renouvellement : UR0045

Nom du directeur : M. Thierry LINCK

## Membres du comité d'experts

Président :

M. Bernard CHEVASSUS-au-LOUIS, Paris

Experts :

Mme Dominique BARJOLLE, ETH Zurich, Zurich, Suisse

Mme Muriel TICHIT, INRA, Paris

Mme Michèle TIXIER-BOICHARD, INRA, Jouy-en-Josas

## Représentants présents lors de la visite

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Hubert LEVEZIEL

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

Mme Dominique AGOSTINI (INRA)

M. Jean-Marc MEYNARD (INRA)



# Rapport

## 1 • Introduction

- Date et déroulement de la visite :

L'évaluation s'est effectuée le 17 mai 2011. La matinée a été consacrée à la présentation en séance plénière du bilan et du projet de l'Unité. L'après-midi, chaque membre de la commission s'est entretenu respectivement avec une représentante du développement agricole (Madame Bianchini, de l'Office pour le Développement Agricole et Rural de Corse), les chercheurs et ingénieurs de recherche, les personnels techniques et administratifs et les personnels en contrat (doctorants, post doctorants, stagiaires). La commission a ensuite auditionné le responsable du Département SAD, la présidente du centre INRA de Corse et le Directeur de l'Unité.

- Historique et localisation géographique de l'Unité et description synthétique de son domaine et de ses activités :

Créé en 1979, le LRDE (Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Élevage) est un laboratoire de l'INRA localisé à Corte, dans des locaux proches de l'Université. Il est rattaché au Département SAD (Sciences pour l'Action et le Développement, anciennement Systèmes Agraires et Développement). Il est l'un des deux laboratoires du Centre INRA de Corse, l'autre (localisé à San Giuliano) travaillant principalement sur l'horticulture fruitière.

Il comprend actuellement 14 agents titulaires, dont deux chercheurs et quatre ingénieurs de recherche. Ses travaux portent sur la dynamique d'évolution des relations entre élevage et territoires. Les terrains d'étude concernent principalement l'élevage de ruminants et de porcins, dans des zones « difficiles », en particulier méditerranéennes, ainsi que les produits qui en résultent (fromages, charcuteries). Il associe dans ses approches, dans une vision systémique, des travaux sur le pastoralisme, la conduite des élevages, sur la valorisation des produits (et particulièrement les signes de qualité) et sur la dynamique des territoires liés à ces élevages. Il ne dispose pas d'installations expérimentales propres et a choisi depuis sa création de privilégier des démarches conduites en partenariat étroit avec les différents acteurs concernés, des éleveurs aux responsables politiques ou socio-économiques.

Tant sa thématique que ses démarches confèrent à ce laboratoire un caractère fortement finalisé, ce qui explique qu'il est composé, depuis sa création, d'une forte majorité d'ingénieurs, le nombre de chercheurs ayant toujours été de un ou deux.

Autre caractéristique importante, ce laboratoire est très interdisciplinaire et combine des approches allant des disciplines zootechniques (génétique, pathologie, hygiène, technologies agro-alimentaires) aux sciences humaines et sociales (économie, sociologie, gestion).

L'ensemble des activités de recherche est conduit au sein d'une seule équipe.

- Equipe de Direction :

M. Thierry LINCK.



- Effectifs de l'unité : (sur la base du dossier déposé à l'AERES) :

	Dans le bilan	Dans le projet
N1 : Nombre d'enseignants-chercheurs (cf. Formulaire 2.1 du dossier de l'unité)	0	0
N2 : Nombre de chercheurs des EPST ou EPIC (cf. Formulaire 2.3 du dossier de l'unité)	2	2
N3 : Nombre d'autres enseignants-chercheurs et chercheurs y compris chercheurs post-doctorants (cf. Formulaire 2.2, 2.4 et 2.7 du dossier de l'unité)	1	1
N4 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs titulaires (cf. Formulaire 2.5 du dossier de l'unité)	11	11
N5 : Nombre d'ingénieurs, techniciens et de personnels administratifs non titulaires (cf. Formulaire 2.6 du dossier de l'unité)	0	
N6 : Nombre de doctorants (cf. Formulaire 2.8 du dossier de l'unité)	1	
N7 : Nombre de personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	1	1

## 2 • Appréciation sur l'unité

- Avis global sur l'unité:

L'Unité rassemble des compétences originales et complémentaires, lui permettant de proposer une approche pluridisciplinaire articulant les sciences animales et socio-économiques autour des thèmes du pastoralisme et de la qualification des produits, en particulier dans les zones difficiles (moyenne montagne, pourtour méditerranéen). Au niveau tant local que national et européen, elle a affirmé une position de spécialisation et de leader sur ces thèmes, en particulier sur celui de la qualification des produits et ses expertises sont recherchées.

Ses activités montrent une évolution favorable vers une démarche comparative entre divers sites pour atteindre plus de généralité dans les résultats obtenus. Tout en maintenant une production globale importante et diversifiée, conforme à ses missions fortement finalisées, elle a réalisé une amélioration qualitative de ses publications scientifiques. Elle a ainsi répondu aux critiques de la précédente évaluation.

Elle joue un rôle important dans son Département de recherche et dans le dispositif de l'INRA en Corse (cet Institut y étant le plus représenté des Etablissements nationaux de recherche). A ce titre, son implication dans la surveillance des maladies animales émergentes - la Corse jouant un rôle de « sentinelle » - et dans le développement des signes de qualité sur les produits végétaux et animaux locaux doit être encouragée mais devra s'accompagner d'un renforcement des partenariats, en particulier avec le pôle de Montpellier (UMR INNOVATION et SELMET).

Son projet sur le développement d'un pastoralisme durable, en rupture avec l'artificialisation actuellement observée, est intéressant, original et ambitieux. Sa réussite reposera en grande partie sur la capacité du nouveau Directeur d'Unité à mobiliser l'ensemble des compétences pour créer une dynamique collective. En outre, tout en maintenant les approches interdisciplinaires qui constituent son originalité et sa force, l'Unité devra également veiller à l'entretien et au renouvellement de ses compétences disciplinaires.



- **Points forts et opportunités :**

L'Unité a acquis une identité forte et des spécificités reconnues dans le dispositif français et européen de recherche sur la qualification territoriale des ressources et des produits (signes officiels de qualité) et sur la gestion territoriale des populations animales. Elle a produit au cours du dernier quadriennal des connaissances originales sur les transformations des relations entre élevage et territoire et sur la complexité des liens entre les systèmes d'élevage et les signes de qualité des produits.

L'interdisciplinarité reste un point fort du LRDE et a été fructueuse dans le domaine de la qualification des produits et de la gestion des ressources vivantes. L'orientation vers la gestion de l'information dans le domaine de la santé animale, prenant en compte les interactions entre faune sauvage et faune domestique, est nouvelle et prometteuse.

Au niveau local, la stratégie de partenariat est efficace avec les filières agricoles et le développement régional. Aux dires des partenaires que la commission d'évaluation a rencontrés, l'Unité a joué et joue un rôle central dans le positionnement des filières corses de produits sous signe de qualité.

Au niveau national et international, l'Unité a consolidé son articulation avec d'autres départements de l'INRA (Génétique animale, Santé animale, Transformation des produits) et avec les équipes des universités de Parme, Florence et Arlon. Ces collaborations ont permis de développer des approches comparatives qui mettent en perspective les travaux menés sur le terrain Corse avec d'autres terrains, notamment méditerranéens.

- **Points à améliorer et risques :**

L'Unité a une bonne production quantitative, mais l'impact de ses productions dans la communauté scientifique et auprès des différents partenaires est difficile à cerner et apparaît hétérogène, notamment parce que les publications en socio-économie rurale souffrent d'une manière générale d'un déficit de classement dans les revues à facteurs d'impact. Un effort a été réalisé, en particulier au niveau des publications scientifiques, mais doit être poursuivi.

La diversité des disciplines présentes est une richesse mais peut présenter un risque d'isolement par rapport aux socles disciplinaires si les recrutements continuent à se diversifier (géographie, santé animale). En particulier, le développement des approches interdisciplinaires, nécessaires pour aborder les relations élevage / territoire, s'est opéré au détriment d'un questionnement plus disciplinaire, notamment en zootechnie des systèmes d'élevage. Il en résulte un risque de sous-estimer à l'avenir la composante biotechnique des différents objets composant les systèmes étudiés (les parcours, le troupeau).

L'approche « systèmes d'information » présente des perspectives très intéressantes mais doit encore s'affirmer, notamment en termes de questionnement scientifique et de publications.

La gestion des ressources humaines, du fait de la diversité des approches et des trajectoires des membres de l'Unité, requiert des compétences avancées et une forte attention, du fait également de l'arrivée de nouveaux agents.

La structure matricielle du projet est complexe. Plutôt que de renforcer la cohérence de l'Unité et de stimuler les interactions, elle pourrait constituer un simple cadre de présentation d'un ensemble de projets individuels.

La façon d'aborder le pastoralisme dans le projet et de le présenter comme une piste pour l'amélioration de la durabilité des systèmes d'élevage devra se faire non en termes de postulats mais d'hypothèses à mettre à l'épreuve.

- **Recommandations:**

Sur le plan de la production scientifique, le recours aux ateliers d'appui à la publication commence à porter ses fruits et doit être maintenu. L'Unité doit préciser le choix des publics visés et la stratégie pour toucher ces publics. Le choix de revues référencées dans les bases de données internationales doit être privilégié afin d'élargir le rayonnement scientifique et augmenter l'attractivité (accueil de chercheurs étrangers).



L'Unité devra veiller à l'entretien de ses compétences disciplinaires et, dans ses perspectives à moyen terme, à l'équilibre entre celles relevant respectivement des sciences biotechniques et des sciences humaines et sociales.

Tout en poursuivant, voire en renforçant ses approches comparatives, l'Unité devra continuer à s'investir collectivement dans le partenariat socio-économique local, notamment avec le pôle régional de compétence d'Altiani. Elle devra veiller à conforter, selon des formes à définir (GIS, GDR, etc.), des partenariats scientifiques et humains forts avec les équipes françaises travaillant sur l'élevage en zones difficiles (en particulier les unités mixtes de recherche SELMET, INNOVATIONS et MOISA de Montpellier).

En ce qui concerne le projet, l'approche du pastoralisme doit être large, clairement située dans le contexte des changements globaux, des interrogations sur les impacts de l'élevage sur ces changements et de la prise en compte des services environnementaux du pastoralisme. Dans ce cadre, une attention soutenue aux partenariats en construction avec la station expérimentale en production animale de l'ODARC près de Corte est un atout à mobiliser.

Pour réussir ce projet collectif, le nouveau Directeur devra s'investir fortement dans l'animation scientifique et humaine de l'Unité. En particulier, l'organisation de séminaires ouverts aux différents partenaires scientifiques devra être régulière.

- Données de production :

(cf. [http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres\\_Identification\\_Ensgts-Chercheurs.pdf](http://www.aeres-evaluation.fr/IMG/pdf/Criteres_Identification_Ensgts-Chercheurs.pdf))

A1 : Nombre de producteurs parmi les chercheurs et enseignants chercheurs référencés en N1 et N2 dans la colonne projet	2
A2 : Nombre de producteurs parmi les autres personnels référencés en N3, N4 et N5 dans la colonne projet	3
A3 : Taux de producteurs de l'unité [ $A1/(N1+N2)$ ]	1
A4 : Nombre d'HDR soutenues (cf. Formulaire 2.10 du dossier de l'unité)	0
A5 : Nombre de thèses soutenues (cf. Formulaire 2.9 du dossier de l'unité)	2

### 3 • Appréciations détaillées

- Qualité scientifique et production :

Le rapport fait état de près de 300 « productions », qui se répartissent dans des catégories diverses. Cette diversité montre bien la largeur du spectre d'activités de l'Unité et son dynamisme global. Elle apparaît légitime compte-tenu en particulier du caractère finalisé de l'Unité et s'inscrit bien dans le référentiel EREFIN d'évaluation de la recherche finalisée. Au-delà du recensement de ces productions, le rapport scientifique de l'Unité comme la présentation orale auraient pu faire mieux ressortir les faits et acquis marquants de cet important travail.

Ces informations sont synthétisées dans le tableau de l'annexe I, avec des regroupements en grands types de production. Pour analyser cette production, ont été pris en compte les données et recommandations de la précédente évaluation (voir le rapport d'évaluation de septembre 2006), qui portait sur quatre années (2002-2005), contre cinq pour la présente évaluation.



### *Les articles dans des revues*

On note 34 articles dans des revues scientifiques, dont 23 impliquant un agent du LRDE en premier ou dernier signataire. 27 de ces articles sont indiqués comme publiés dans des revues « à comité de lecture ». Une analyse des bases WoS (Web of Science) et CAIRN (Base pour les sciences sociales) recense 20 articles dans des revues référencées par ces bases (Annexe 2). Cette production est à rapporter au nombre de cinq « publiants » selon les normes de l'AERES, même si la plupart des agents du LRDE ont été à des degrés divers impliqués dans ces publications. Neuf agents du LRDE ont en effet cosigné ces articles.

16 revues différentes ont été utilisées pendant cette période. Nous avons examiné la notoriété de ces revues dans le Science Citation Index, où le facteur d'impact (IF) est disponible pour 9 de ces revues (Annexe 2). Les revues se répartissent sur quatre secteurs différents. On observe que les secteurs de la zootechnie et des sciences de l'aliment sont bien représentés dans cet ensemble, alors que les articles d'économie et de sciences sociales sont plus faiblement présents. On peut constater en outre que les revues choisies ont pour la plupart des facteurs d'impact supérieurs à la moyenne de leurs secteurs respectifs.

Enfin, en termes de citations, seuls 7 articles sont référencés comme cités au moins une fois (Annexe 3) et deux seulement sont cités plus de cinq fois.

Parmi ces travaux, on soulignera en particulier l'analyse originale des relations complexes, tant techniques que culturelles, entre races animales locales et valorisation des produits, cette valorisation ne s'appuyant pas forcément sur les spécificités de ces races. On soulignera également le travail sur la mise en place d'un réseau d'épidémiologie « participatif » de la trichinellose portant à la fois sur les animaux domestiques et les hôtes sauvages potentiels.

Lors de la période précédente (2002-2005), cette production avait été de 35 publications dont 15 dans des revues à comité de lecture. La production globale est donc restée relativement stable, autour de trois articles par « publiant » et par an. En revanche, la proportion d'articles dans des revues à comité de lecture a fortement augmenté, passant de 42 à 80% et l'on doit souligner que cette recommandation forte de la précédente évaluation ait été prise en compte.

### *La participation à des conférences*

On observe une activité intense dans ce domaine : 86 participations en 5 ans (dont 7 sur invitation), sous des formes diverses, soit environ 17 par an. L'évaluation précédente faisait état de 76 participations et l'on voit que cette implication dans la présence à divers congrès et colloques demeurent un axe fort de la stratégie de l'Unité. Elle s'inscrit clairement dans une logique d'entretien des compétences disciplinaires et de diffusion des résultats de l'Unité et des concepts qu'elle développe et la commission considère très positivement cette orientation. Environ la moitié (39) de ces participations ont donné lieu à des textes écrits complets (les autres étant des abstracts ou des posters). Ces textes sont donc plus nombreux que les articles dans des revues, et l'on peut s'interroger sur la pertinence de cette option.

Cinq enceintes regroupent environ la moitié des participations (37). Ce sont des enceintes spécialisées dans les productions animales, les systèmes de production agricole et les produits alimentaires de terroir : les diverses réunions de l'EAAP (European Association for Animal Production, 15 participations), celles de l'IFSA (International Farming System Association, 10 participations), les Congrès du réseau SIAL (Sistemas Agrícolas Localizados, 7 participations) et les rencontres françaises spécialisées (Journées de la Recherche Porcine et Rencontres Recherches Ruminants), avec 5 participations au total.

### *Les ouvrages, chapitres d'ouvrage et articles de vulgarisation*

38 contributions sont recensées dans ce domaine, principalement en français, mais également en espagnol. On sait que, pour les sciences humaines et sociales, ce support est souvent privilégié par rapport aux publications dans des périodiques. On note en particulier des contributions importantes à des ouvrages édités par les éditions QUAE (sur les systèmes alimentaires, sur l'innovation), par les éditions Wageningen Academic Publishers (sur l'innovation dans les systèmes d'élevage méditerranéens) et cinq co-directions d'ouvrages.

Les textes de vulgarisation sont relativement peu nombreux : 14 documents, dont 5 regroupés dans un numéro spécial des « Cahiers techniques de l'INRA », diffusés essentiellement au sein de cet institut.





### *Encadrements et enseignement*

42 contributions sont indiquées. Les thèses (réalisées par des membres de l'équipe, encadrées ou co-encadrées) sont peu nombreuses (5), l'essentiel de l'encadrement se faisant au niveau master (15 encadrements). L'évaluation précédente faisait état de 52 stages dont 31 de niveau Bac+5. Il semble donc que cette activité d'encadrement ait été un peu plus faible que dans la période antérieure.

On dénombre également 16 activités d'enseignement, pour la plupart au niveau master, dont le volume horaire n'est pas précisé.

On notera que ces contributions concernent de nombreux lieux de formation, en France et à l'étranger : les contributions locales, dans le cadre du partenariat avec l'Université de Corte, ne concernent environ qu'un tiers d'entre elles.

### *Divers*

Sont regroupées dans cette rubrique une centaine de productions assez variées (définition de protocoles, organisation de séminaires, animation de partenariats, expertises, etc.). C'est à ce niveau que l'on peut davantage prendre la mesure des activités d'appui au développement, qu'il s'agisse du développement local ou d'actions d'appui à d'autres chantiers en métropole ou à l'étranger (Tunisie et Mexique en particulier).

### *Commentaire général*

Par rapport à la taille petite de l'Unité, à sa composition et à la diversité de ses missions, cette production est quantitativement remarquable. Les évolutions à envisager sont donc plutôt en termes qualitatifs.

D'une part, comme indiqué précédemment, la poursuite d'un transfert de l'effort vers des publications scientifiques (les conférences servant à faire connaître ces publications) et un meilleur ciblage des revues apparaît souhaitable.

D'autre part, on peut observer que la plupart de ces « productions » ne sont pas aisément accessibles sur Internet. Les articles dans des revues (avec ou sans comité de lecture) sont pour la plupart d'accès payant et le site Internet de l'Unité ne fournit que peu de ressources complémentaires : seul deux textes complets de publications sont en ligne, les autres étant des résumés ; quinze liens seulement renvoient à des textes relatifs à des conférences et les ouvrages ou chapitres d'ouvrage ne sont pas non plus accessibles ; deux thèses sont téléchargeables mais pour les rapports de stages, seuls des résumés sont disponibles pour certains d'entre eux. La commission encourage donc fortement l'Unité à définir une stratégie plus active de diffusion de l'ensemble de ces travaux.

- **Rayonnement, attractivité, et Intégration de l'unité de recherche dans son environnement :**

Malgré sa taille réduite et une localisation géographique qui introduit de nombreuses contraintes, l'Unité apparaît clairement reconnue comme un pôle de référence sur ses thématiques phares (qualification des produits et pastoralisme en Méditerranée).

Ainsi, l'Unité a porté ou a contribué à un nombre important de contrats de recherche au niveau national (quatre projets ANR dont un coordonné, un projet du Bureau des ressources génétiques également coordonné). Elle a participé à trois projets européens (TRUEFOOD, Siner-GI et 4C-COMMONS). Son rôle d'animateur d'un champ thématique du Département SAD, de co-animateur du réseau FONCIMED (Réseau de recherches sur le foncier méditerranéen) ainsi que du GIS SYAL (Systèmes alimentaires) témoigne de sa capacité à faire fonctionner des collectifs scientifiques au-delà du contexte corse. L'Unité est également impliquée dans deux GIS sur les élevages en zone de montagne (Alpes du Nord et Pays Basque) et dans la construction d'un programme européen sur la recherche agricole en méditerranée (ERA-Net ARIM-net).



Cette reconnaissance s'exprime également par des contributions à l'expertise nationale et internationale (7 expertises sur le dernier quadriennal dont deux expertises ministérielles et deux expertises internationales), par l'organisation de réunions internationales (notamment l'organisation en 2008 de la réunion à Corte du groupe de travail « méditerranée » de l'Association Européenne des Productions animales) et par l'invitation à diverses conférences (7 conférences invitées).

Le partenariat ancien et fort avec les filières de l'élevage est un autre volet du rayonnement de l'Unité, qui s'illustre notamment par une participation active à l'élaboration de cahiers des charges pour les signes de qualité de produits comme la charcuterie corse. L'Unité a acquis dans ce domaine une réelle maturité et une capacité critique vis-à-vis de ses implications et de ces choix qui sont à saluer.

La capacité à attirer des chercheurs seniors étrangers en résidence n'a pas été constatée, la localisation géographique constituant à l'évidence une limite forte. Par contre, des collaborations durables existent avec plusieurs pays étrangers, en particulier avec l'Italie (Sardaigne, Toscane, Sicile), le Maghreb (Tunisie, Maroc) et le Mexique et ont permis de développer des approches comparatives de questions similaires sur divers terrains.

Bien que ne comprenant aucun enseignant-chercheur, l'Unité s'implique de manière notable dans la formation. Ces activités d'enseignement se font en collaboration avec divers partenaires, en particulier avec l'Université de Corte. On notera cependant que l'Unité n'est pas associée à la conception en amont des programmes de formation (une évolution a été notée, avec la mise en place d'une Fédération de Recherches entre les deux unités INRA du Centre de Corse et deux unités de l'Université et l'inscription de l'Unité comme équipe d'accueil de l'école doctorale de Corte).

Au niveau doctoral et postdoctoral, l'attractivité du LRDE est moyenne : il a accueilli deux post doctorants et a encadré trois doctorants au cours de la période. Le fait qu'un seul agent ait l'HDR explique en partie ce point. Par contre, l'attractivité peut être qualifiée de très bonne pour les travaux de stage et de Master (23 encadrements pendant la période).

Enfin, sur un plan qualitatif, la petite dizaine de jeunes scientifiques rencontrés par la commission (un doctorant, un post-doctorant, cinq masters recherche et un ingénieur en CDD) était unanimement positive sur la qualité du dispositif de formation par la recherche offert par le LRDE.

### • Gouvernance et vie de l'unité :

La succession de trois directeurs à la tête de l'Unité au cours de la période et les circonstances de cette succession ont certainement perturbé et affecté l'ensemble des agents. Cependant, des investissements forts dans la vie collective de l'Unité ont été maintenus. Le nouveau Directeur d'Unité affiche une réelle volonté de fonctionnement participatif, en particulier dans la définition d'un projet véritablement collectif est manifeste.

Ainsi, dans le domaine des publications et conformément aux recommandations de la précédente évaluation, la mise en place d'ateliers d'écriture, de rendez-vous publiants et d'accompagnements personnalisés des agents est une réalité et commence à porter ses fruits.

Une procédure assurance-qualité en recherche a été mise en place pour les activités expérimentales. Elle est également amorcée pour les activités de terrain (enquêtes...) et devrait être poursuivie.

Au niveau informatique, le LRDE contribue significativement au réseau national du Département SAD (CATIS@D) dont il anime l'un des axes.

On observe cependant que l'organisation en trois axes du quadriennal précédent, qui visait à assurer une vraie transversalité des approches, n'a pas vraiment réussi à réduire un certain cloisonnement entre sous-groupes, voire entre personnes au sein de l'Unité. De même, l'évolution des thématiques conduit à ce que l'utilisation des compétences des personnels techniques n'est sans doute pas optimale aujourd'hui et qu'un travail dans ce domaine, prenant en compte également les attentes de ces agents et leurs potentiels, serait utile.



- **Stratégie et projet :**

Le projet du LRDE se centre sur le pastoralisme durable et les innovations techniques, organisationnelles et institutionnelles associées. L'accent mis sur cette triple composante de l'innovation représente une originalité par rapport aux équipes leaders travaillant sur le pastoralisme. Cet affichage central sur les conditions de durabilité des systèmes pastoraux est intéressant et son ancrage dans la problématique de l'intensification écologique de l'agriculture est pertinent. La notion de « retrempe » des systèmes pastoraux, pour rompre avec leur artificialisation croissante via la production d'herbe et de fourrages en zones favorables, est également une thèse originale et potentiellement fédératrice pour l'Unité.

Au delà du territoire Corse, le projet se positionne dans l'espace méditerranéen et entend renforcer les approches comparatives. Ceci constitue un point fort pour monter en généralité et relativiser les spécificités locales.

Les compétences historiques de l'Unité sur les systèmes d'élevage méditerranéens et celles plus récentes en sciences sociales sur la gouvernance devraient rendre possible l'interdisciplinarité nécessaire pour la mise en œuvre du projet.

Ce projet a pour premier objectif de créer une dynamique collective, et a été effectivement construit de manière participative.

La commission considère donc très positivement ce projet. Cependant, plusieurs points sont à affiner ou à préciser, tant en termes scientifiques que de gouvernance et de partenariat. Tout d'abord, le choix et la portée des concepts liés à la durabilité et mobilisés par le projet (autonomie, vulnérabilité, résilience, etc.) méritent d'être approfondis. La notion d'intensification écologique est également à visiter de manière critique, en particulier si elle oblige à développer l'investissement humain par unité produite. Ce projet montre un faible positionnement sur les grandes controverses environnementales qui pèsent sur l'élevage (e.g. rapport « Livestock Long Shadows » de la FAO) ou sur les débats autour de la notion de biens publics et d'externalités positives du pastoralisme, en particulier la fourniture de services environnementaux. De même, la question des ressources en eau est cruciale en Méditerranée, même si elle ne se pose pas en Corse, et peut constituer une variable importante pour une démarche comparative. De telles références devraient permettre au LRDE de se positionner en expert plus visible auprès des instances internationales telles que la FAO. L'intégration du thème phare de la qualification des produits demande à être correctement articulée avec cette question de recherche plus large.

En termes de gouvernance, l'option d'une matrice d'animation croisant quatre actions opérationnelles (qui recomposent les trois axes du précédent projet) et trois « nœuds structurants » alimentant une réflexion sur des thèmes transversaux (autonomie, gestion du vivant, chaînes de valorisation) est intellectuellement séduisante mais apparaît lourde à conduire, compte tenu des moyens humains susceptibles de s'investir dans cette animation. Si l'ambition d'assurer la cohérence globale de l'Unité ne peut qu'être saluée, une réflexion pragmatique pour définir dans cette matrice des priorités d'animation serait sans doute opportune. De même, ce nouveau dispositif d'animation pourrait être utilement complété par des indicateurs de suivi permettant de juger de son opérationnalité et de son efficacité.

En ce qui concerne le partenariat, la richesse et l'ambition du projet relativement au profil de compétences présentes au LRDE plaide pour un développement de collaborations avec d'autres équipes françaises, en particulier sur la composante zootechnique. Une intégration dans des unités plus grandes n'est sans doute pas souhaitable à court terme mais des relations fortes avec plusieurs unités mixtes de recherche de Montpellier travaillant sur des thèmes connexes (SELMET, INNOVATIONS et MOISA) seront à développer.

Enfin, la demande du centre INRA de rapprocher les deux unités de ce Centre sur les questions de qualité et de système de production sous contraintes, en végétal comme en animal, est compréhensible et pertinente. Il est souhaitable que le LRDE y réponde positivement, au-delà de quelques transpositions de concepts comme l'extension surprenante du concept de pastoralisme à la production d'agrumes.



Annexe I : répartition des productions de l'Unité

Type	sous-type	code LRDE	nombre	Total type
<b>Articles dans revues</b>	<i>revues à CL</i>	ACL+ACLN	<b>27</b>	<b>34</b>
	<i>revues sans CL</i>	ASCL	<b>7</b>	
<b>Conférences</b>	<i>Invitées</i>	INV	<b>7</b>	<b>86</b>
	<i>Communications</i>	ACTI+ACTN+COM	<b>69</b>	
	<i>Affiches</i>	AFF	<b>10</b>	
<b>Ouvrages ou chapitres d'ouvrages</b>	<i>Ouvrages scientifiques</i>	OS	<b>19</b>	<b>38</b>
	<i>ouvrages de vulgarisation</i>	OV	<b>14</b>	
	<i>direction d'ouvrage</i>	DO	<b>5</b>	
<b>Encadrements et enseignements</b>	<i>Encadrement ou co-encadrement de thèse</i>	TH+CPT	<b>3</b>	<b>42</b>
	<i>Participation au comité de thèse</i>		<b>2</b>	
	<i>Encadrements ou co-encadrement de masters</i>	ME+STA	<b>15</b>	
	<i>Autres diplômés</i>		<b>6</b>	
	<i>Enseignements</i>	ENS	<b>16</b>	
<b>Divers</b>	<i>Définition de protocoles, outils, projets</i>	PRO+DEV	<b>24</b>	<b>111</b>
	<i>Organisation ou participation à des séminaires</i>	SEM	<b>28</b>	
	<i>Rédaction de rapports d'activités</i>	RA	<b>8</b>	
	<i>Participation à des comités scientifiques</i>	ECR	<b>13</b>	
	<i>Animation ou participation à des partenariats</i>	PART+PARNI	<b>17</b>	
	<i>Appui au développement de l'élevage</i>	APC	<b>10</b>	
	<i>Documents de travail</i>	DT	<b>4</b>	
	<i>Expertises</i>	EXP	<b>7</b>	



## Annexe 2 : Analyse des publications scientifiques

Titre	nombre d'articles	IF 2009	Secteur	Nb de revues	IF moyen (étendue)
Outlook in agriculture	2 (2009)	0,375	Agri Multi	45	0,491 (0,92 - 0,17)
Cahiers Agriculture	1 (2007)	0,173			
Animal	1 (2007)	1,46	Agri PA	50	0,676 (1,50 - 0,35)
Livestock Science	2 (2008, 2009)	1,41	Agri PA		
Productions animales	1 (2006)	0,382	Agri PA		
Small Ruminant research	2 (2007, 2010)	1,48	Agri PA		
Int. J. of Food Microbiology	1 (2009)	3,011	Food Sci	118	0,939 (1,83 - 0,42)
Veterinary Parasitology	1 (2010)	2,28	Vet Sci	142	0,705 (1,40 - 0,24)
J. of Wildlife Diseases	1 (2010)	1,37	Vet Sci		
Natures Sciences Sociétés	1 (2007)	RNI			
Economie rurale	2 (2010)	RNI			
Env. planning and Management	1 (2007)	RNI			
Ethnologie française	1 (2008)	nr (CAIRN)			
Pôle Sud	1 (2008)	nr (CAIRN)			
Autrepart	1 (2009)	nr (CAIRN)			
Revue économie régionale et urbaine	1 (2008)	nr (CAIRN)			
Economie Appliquée	1 (2007)	nr			
Revue forestière française	1 (2006)	nr			

<b>Secteur</b> : intitulé de la nomenclature SCI
Agri Multi : Agriculture, multidisciplinary
Agri PA : Agriculture, Dairy and Animal Sciences
Food Sci: Food sciences and Technology
Vet Sci : Veterinary Sciences
<b>IF 2009</b> : facteur d'impact de la revue en 2009
<b>Nb revues</b> : nombre de revues du secteur en 2009
<b>IF moyen</b> : facteur d'impact moyen de ces revues
<b>Etendue</b> : valeur des limites des 1er et 4ième quartile
<b>RNI</b> : revue référencée mais IF non calculé
nr (CAIRN) : revue non référencée dans le WoS mais référencée dans la base CAIRN
nr: revue non référencée



### Annexe 3 : Taux de citation des articles

type	numéro	présent WoS	nombre de citations
<b>ACL</b>	1	oui	0
	2	oui	0
	3	oui	0
	4	oui	1
	5	oui	0
	6	oui	0
	7	oui	3
	8	oui	0
	9	oui	6
	10	non (CAIRN)	
	11	oui	0
	12	non (CAIRN)	
	13	non (CAIRN)	
	14	oui	5
	15	oui	0
	16	non	
	17	oui	21
	18	non	
	19	oui	2
<b>ACLN</b>	3	oui	1
	8	non (CAIRN)	
<b>ACTI</b>	4	oui	0
	10	oui	0
	14	oui	0
	15	oui	0
	28	oui	0
	29	oui	0
<b>COM</b>	18	oui	0
<b>AFF</b>	8	oui	0
	9	oui	0

#### Nomenclature utilisée par l'Unité :

ACL : publications dans revues à comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans les bases de données internationales

ACLN : publications dans revues à comité de lecture non répertoriées dans les bases de données internationales

ACTI : Communications avec actes dans un congrès international

COM : Communications orales sans actes dans un congrès international ou national

AFF : Communications par affiche dans un congrès international ou national



Intitulé UR / équipe	C1	C2	C3	C4	Note globale
Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Elevage (LRDE)	A	A	A	A	A

- C1 Qualité scientifique et production
- C2 Rayonnement et attractivité, intégration dans l'environnement
- C3 Gouvernance et vie du laboratoire
- C4 Stratégie et projet scientifique



**Statistiques de notes globales par domaines scientifiques**  
(État au 06/05/2011)

**Sciences du Vivant et Environnement**

Note globale	SVE1_LS1_LS2	SVE1_LS3	SVE1_LS4	SVE1_LS5	SVE1_LS6	SVE1_LS7	SVE2_LS3 *	SVE2_LS8 *	SVE2_LS9 *	Total
A+	7	3	1	4	7	6		2		30
A	27	1	13	20	21	26	2	12	23	145
B	6	1	6	2	8	23	3	3	6	58
C	1					4				5
Non noté	1									1
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>5</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>36</b>	<b>59</b>	<b>5</b>	<b>17</b>	<b>29</b>	<b>239</b>
A+	16,7%	60,0%	5,0%	15,4%	19,4%	10,2%		11,8%		12,6%
A	64,3%	20,0%	65,0%	76,9%	58,3%	44,1%	40,0%	70,6%	79,3%	60,7%
B	14,3%	20,0%	30,0%	7,7%	22,2%	39,0%	60,0%	17,6%	20,7%	24,3%
C	2,4%					6,8%				2,1%
Non noté	2,4%									0,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

\* les résultats SVE2 ne sont pas définitifs au 06/05/2011.

**Intitulés des domaines scientifiques**

**Sciences du Vivant et Environnement**

• **SVE1 Biologie, santé**

SVE1\_LS1 Biologie moléculaire, Biologie structurale, Biochimie

SVE1\_LS2 Génétique, Génomique, Bioinformatique, Biologie des systèmes

SVE1\_LS3 Biologie cellulaire, Biologie du développement animal

SVE1\_LS4 Physiologie, Physiopathologie, Endocrinologie

SVE1\_LS5 Neurosciences

SVE1\_LS6 Immunologie, Infectiologie

SVE1\_LS7 Recherche clinique, Santé publique

• **SVE2 Ecologie, environnement**

SVE2\_LS8 Evolution, Ecologie, Biologie de l'environnement

SVE2\_LS9 Sciences et technologies du vivant, Biotechnologie

SVE2\_LS3 Biologie cellulaire, Biologie du développement végétal





Laboratoire de Recherche sur le Développement  
de l'Élevage INRA – SAD  
Thierry Linck, Directeur du LRDE  
[linck@corte.inra.fr](mailto:linck@corte.inra.fr)

Corte, le 1<sup>o</sup> juillet 2011

Thierry LINCK  
DU du LRDE  
(rédacteur)

## Réponse de l'Unité de Recherche au rapport d'évaluation de l'AERES

### SOMMAIRE

<u>Introduction</u>	2
1. <u>Stratégie</u>	
2. <u>Les « postulats »</u>	
3. <u>L'interdisciplinarité et les ancrages disciplinaires</u>	3
4. <u>Livestock long shadow</u>	4
5. <u>Partenariats socio-économiques</u>	5
6. <u>Formation</u>	
7. <u>Publications</u>	6
8. <u>Gouvernance</u>	
9. <u>La clémentine pastorale</u>	7

# Réponse au rapport d'évaluation de l'AERES

## Introduction

Nous gardons un bon souvenir de la journée du 17 mai. Nous avons eu des rapports chaleureux avec la commission d'évaluation. Nos échanges ont été fructueux, instructifs et encourageants. Ses membres ont su se montrer à la fois attentifs et sans complaisance, stricts et constructifs. Ils ont été sensibles aux handicaps que subissent les unités de recherche de petite taille et isolées et ont su percevoir que ces handicaps pouvaient être des atouts. Merci.

## 1. Stratégie

Nous voilà rassurés : « une intégration dans des unités plus grandes n'est pas souhaitable à court terme » (p.11). Ce commentaire justifie et valide l'orientation stratégique que nous avons privilégiée à la fois dans le bilan et dans le projet de l'Unité. Une unité de recherche de taille modeste, localisée en Corse peut trouver, en tant que telle, sa place dans la construction du débat scientifique tant en France qu'à l'international. La taille de l'unité et l'isolement sont, incontestablement, des points de fragilité : un départ, un recrutement mal conduit peuvent mettre en péril notre projet collectif et notre survie. Mais, dans le même temps, notre taille favorise la réactivité et l'isolement constitue un défi que nous avons toujours eu à cœur de relever.

La cohésion du groupe que nous formons et les ambitions scientifiques partagées sont propices au développement de compétences collectives à la fois originales et pertinentes. Elles le sont tant pour ce qui touche la position du LRDE dans la cartographie des compétences scientifiques françaises et européennes que du point de vue de notre implication dans les grands débats scientifiques -en l'occurrence l'accompagnement du changement global-. Nous avons ainsi mis en exergue notre réflexion sur une approche globale du pastoralisme et posé comme objectif la construction d'un idéal type -le pastoralisme durable- pensé à la fois comme un construit scientifique et une source d'inspiration pour la conception d'innovations système. Sur le fond, nous nous situons dans le fil de la culture scientifique et institutionnelle de l'UR : le LRDE a toujours eu à cœur, à la fois, de développer des postures originales et pertinentes et de s'impliquer fortement dans le débat scientifique.

Le projet et l'ambition qui le porte ont été accueillis favorablement avec quelques réserves sur lesquelles il convient de revenir. Elles tiennent pour une part importante à des maladresses dans l'écriture du projet et dans une certaine mesure aux limites propres à l'exercice.

## 2. « Postulats » et hypothèses

La réserve la plus significative porte sur la confusion entre postulat et hypothèse. Nous nous attachons à **démontrer**, à partir de l'observation des dynamiques d'élevage, d'une part, que le pastoralisme est un système intensif en travail qualifié et d'autre part (et en corollaire) qu'il repose sur une logique d'internalisation des risques et des coûts environnementaux.

La première de ces deux hypothèses nous tient particulièrement à cœur dans la mesure où elle a été instruite par le regretté Rémi Bouche. Il est question ici de **savoirs techniques** et de **savoirs relationnels** dont l'importance peut être attestée par l'étude des modes de conduite des troupeaux, l'entretien des parcours, la



construction et la gestion des ressources génétiques locales ou encore l'organisation des filières et les dispositifs de mise en marché. L'exploration de cette hypothèse ouvre un véritable champ problématique dans la mesure où ces savoirs sont construits collectivement, font l'objet d'apprentissages et constituent l'enjeu de tensions et de conflits.

Cette problématique ouvre un champ que la seconde hypothèse permet d'explorer. Dans quelle mesure les savoirs pastoraux prennent sens, d'une part dans la construction, l'activation et la valorisation de ressources locales (fourragères, génétiques, foncières, cognitives...)? Comment instruisent-elles des pratiques -tant individuelles que collectives- inscrites dans les temporalités et les incertitudes des cycles biologiques, climatiques et dans celles de la conduite des apprentissages et de la résolution des conflits? Comme la précédente, cette hypothèse est instruite par les quatre actions du projet. Comme la précédente elle alimente des questionnements, de nature plus transversale, qui ont vocation à être développés dans les « nœuds structurants » du projet collectif et à porter nos efforts de montée en abstraction.

### 3. L'interdisciplinarité et les ancrages disciplinaires

Nous pratiquons une **interdisciplinarité** à la fois **construite et circonscrite**. Elle repose fondamentalement sur une articulation « sciences animales et socio-économiques » (p. 6). C'est un choix qui repose à la fois sur une tradition ancienne propre au LRDE (ainsi que sur une orientation revendiquée par le SAD) et sur l'affichage d'une posture dans notre approche de l'**accompagnement du changement global**. Nous considérons en l'occurrence que la réponse aux défis actuels tient à la fois à la mise en œuvre d'innovations techniques opportunes, mais aussi à la construction de nouveaux rapports de l'élevage à la nature, au territoire, à la société et au marché.

Nous considérons que c'est une posture pertinente pour deux raisons fondamentales. La première tient au fait que les sciences socio-économiques ouvrent des champs de réflexion que « l'ingénieur » et le gestionnaire sont en mesure de mobiliser de façon efficace. Il en va en particulier du champ problématique de l'**action collective** qui occupe -de longue date- une place de premier plan dans les recherches de l'Unité. Il en va de même du débat sur le **développement** (et sur la **durabilité**), central depuis la création du LRDE. La question des rapports **à la société et au marché** mobilise ainsi depuis plus d'une décennie le LRDE autour de la « qualification territoriale des aliments et des ressources ».

Mais il reste que notre approche de l'interdisciplinarité ne fonctionne pas à sens unique : elle ouvre des possibilités d'objectivation propres à enrichir les champs disciplinaires de l'économie et de la gestion et des questionnements que les sciences de l'animal peuvent mobiliser utilement. En d'autres termes, **elle appelle un retour, un « ré-ancrage » sur les champs disciplinaires d'origine**.

Prenons un exemple. La notion de **bien public** (et d'une façon générale, celle de « bien collectif ») évoquée en p. 14) est centrale dans la problématique de l'accompagnement du changement global et, plus généralement dans celle du développement durable. Ces notions marquent les limites des régulations marchandes et ouvrent les champs de l'économie publique et de l'action collective. Les économistes et, dans une certaine mesure les gestionnaires, définissent *a priori* le bien collectif comme un bien non rival. Nos travaux, notamment sur le champ des qualifications de l'origine ou le commerce équitable, nous conduisent à définir les biens collectifs comme des biens **appropriés** collectivement et donc à effectuer un recentrage sur la construction de l'appropriation collective, sur ses modalités et sur ses effets. Cette posture nous conduit à aborder de façon différente la question de l'**exclusion**, ses rapports à l'éthique ou encore les enjeux et les dynamiques de l'action collective. Ce débat interne gagnerait effectivement à trouver une résonance au sein d'unités de recherche davantage impliquées dans les sciences économiques et de gestion.... Dans le même registre, nous parlons peu de **d'externalités** : le concept se « fonde » dans notre approche de l'appropriation collective, ce qui nous conduit à le définir comme la « valeur d'usage » d'un bien collectif.

Ces questions qui appellent, en tant que telles, une intensification de nos échanges avec des équipes plus spécifiquement impliquées sur ces champs disciplinaires. Elles sont présentes dans les échanges que nous entretenons avec nos collègues d'AGIR, d'innovation (notamment dans le cadre du GIS SYAL), avec nos partenaires du programme ANR MOUVE (dont en particulier des collègues de SELMET), avec nos



collègues du LPED (IRD), avec nos collègue de l'UMR LISA (Université de Corse)<sup>1</sup> ainsi qu'avec nos amis italiens, marocains ou mexicains... Mais il reste que le débat est difficile. D'une part, parce que ces questions touchent des paradigmes fondamentaux et doivent donc être soigneusement préparées. D'autre part, parce que nos postures doivent être intégrées dans un argumentaire mieux structuré, plus complet et mieux articulé aux paradigmes qui structurent les sciences économiques et de gestion.

Bien évidemment, l'argument peut être repris à propos de notre rapport aux **sciences animales**. Ainsi, la référence à l'action collective révèle des contraintes et dégage des opportunités qui gagnent à être prises en compte tant pour ce qui concerne la gestion des ressources génétiques que le renouvellement de nos connaissances au fonctionnement des systèmes d'élevage ou à leurs implications territoriales. Dans un cas comme dans l'autre, le « ré-ancrage » disciplinaire constitue une ambition forte, qui doit être assumée dans une démarche partenariale et à laquelle nous ne sommes évidemment pas disposés à renoncer.

Nous retenons les suggestions de nos évaluateurs concernant un rapprochement du LRDE avec SELMET, Innovation et MOISA. Innovation constitue un partenaire historique du LRDE, les collaborations sont anciennes : elles remontent au moins au programme PIDAL, elles ont pris sens dans un programme développé avec l'INAO, elles se sont concrétisées avec PRODDIG (ANR) et SINER-GI (U.E.) et se poursuivent dans le cadre du GIS et (plus récemment) de l'ERG SYAL : nous connaissons et nous maîtrisons plutôt bien nos attentes respectives. SELMET constitue un partenaire-cible présenté comme tel : des contacts ont été établis dans cette perspective. D'une part, parce que nous avons besoin de leurs compétences en zootechnie et notamment en zootechnie système que SELMET est en situation de revendiquer. D'autre part, parce que nous pouvons leur apporter nos propres compétences en matière d'approche globale du pastoralisme (le rapport au territoire, à la société et au marché). Nos relations avec MOISA sont plus distantes. Nous attendons de cette unité qu'elle soit en mesure de nous aider à finaliser notre objectif de « ré-ancrage » disciplinaire et nous sommes convaincus qu'elle peut tirer profit de nos argumentaires et des pistes de réflexion que nous ouvrons sur leurs champs disciplinaires.

Certaines notions peuvent paraître insuffisamment développées ou maîtrisées. Le concept **d'autonomie** est central. Il peut être rattaché directement à la notion de « **retrempe** » qui a suscité l'intérêt de nos évaluateurs. Nous souhaitons l'aborder dans une perspective large : la question ne peut en effet pas être réduite sur le seul champ du rapport entre le troupeau et les parcours ni située sur le plan d'un illusoire retour à la « tradition » : la « tradition » n'a jamais été un état figé et l'environnement actuel des activités d'élevage n'est plus celui d'antan. Dans cette perspective, envisager que le pastoralisme puisse constituer une source d'inspiration pour la mise en œuvre d'« innovations système » appelle un effort d'abstraction qui, dans notre projet, prend sens dans la construction d'un idéal-type, le « pastoralisme durable ». Ainsi, la mobilisation d'un « travail hautement qualifié » en matière de conduite du troupeau et d'entretien des parcours entraîne des coûts qui doivent pouvoir être assumés dans la société actuelle. Dans cette perspective, nos réflexions sur l'autonomie doivent porter également sur les chaînes de valorisation des produits ou le paiement de services environnementaux. Dans le contexte des rives septentrionales de la Méditerranée, marqué par une forte déprise agricole et rurale, la construction de l'autonomie passe aussi par l'instauration de nouveaux rapports au foncier (droits de passage, droits d'usage, entretien des parcours...). Les rives méridionales posent des problèmes d'une autre nature liés, notamment à la pression sur la terre, aux menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire locale ou encore aux défaillances du « débat citoyen ». Les régions de montagne et les espaces semi arides de l'Amérique latine sont pour leur part marqués par un processus de recul de la frontière agricole qui met en péril la survie des activités d'élevage et la présence de l'homme. Dans tous ces cas, nous ne négligeons pas les enjeux liés à la reconstruction du rapport élevage- société : dans cette perspective la « retrempe » appelle également la mise en œuvre de nouvelles modalités de valorisation non marchande des produits et des ressources qui porte la réflexion sur la place de l'élevage dans l'économie et la société et donc sur celui des constructions identitaires et de l'*empowerment* local.

La question de la « **vulnérabilité** » relève du domaine de l'analyse des « dynamiques pastorales ». Nos objets d'étude sont, dans une très large part, constitués de systèmes pastoraux dégradés voire profondément dénaturés. Nos recherches en la matière portent sur la place du parcours et sur le rapport à la ressource, l'impact des politiques publiques, les rapports aux filières, les stratégies de qualification, la construction des

1 Notamment sur le champ de l'évaluation des impacts environnementaux.



ressources génétiques, le poids des réglementations sanitaires ou encore l'instrumentalisation des valeurs et des représentations de la tradition (y compris du pastoralisme)...

L'étude des **processus de régulation** (la résilience) et, plus largement, du développement trouve place dans les problématiques de l'action collective, voire dans nos contributions à la construction des politiques publiques (c'est notamment le cas dans le domaine de la qualification de l'origine en réponse à des sollicitations de l'INAO, de la FAO ou encore du gouvernement mexicain ou d'agences de développement (DPA) marocaines). Ces trois dimensions sont particulièrement présentes dans l'action 4 qui porte sur la santé animale : les interactions entre faune sauvage et faune domestique sont un facteur de risque sanitaire et une source de vulnérabilité. La réponse ne peut être que collective et appelle une coordination d'instances peu habituées à coopérer. Elle exige, enfin, une intervention des pouvoirs publics...

L'**intensification écologique** n'est pas oubliée : elle fait débat au sein du LRDE. Notre implication dans le projet MOUVE tient précisément à l'intérêt qu'il porte aux expressions territoriales de l'intensification écologique.

#### 4. *Livestock long shadow*

Il s'agit d'un document de référence majeur (au même titre que peuvent l'être les rapports du GIEC) dont nous ne partageons pas toujours les orientations (souvent trop réductrices). Nous avons fait, pour notre part, le choix de nous situer au cœur des dynamiques pastorales et de nous interroger sur le devenir d'élevages confrontés à des contraintes nouvelles et fortes. Nous fondons nos recherches sur une observation des pratiques et une approche globale qui met en scène le rapport au milieu naturel, mais aussi au territoire, aux chaînes de valorisation et à la société. Ce choix repose notamment sur les enseignements tirés de nos travaux sur la qualification **territoriale** des produits. La mise en œuvre d'une démarche comparative et, nous l'espérons, une consolidation de nos partenariats scientifiques, nous permettront, de nuancer et d'enrichir utilement les orientations du *Livestock long shadow*.

#### 5. Partenariats socio-économiques

Notre localisation en Corse ouvre des perspectives extraordinaires. L'isolement qu'implique l'insularité, le statut particulier de la Corse qui autorise une plus large autonomie dans la conception des politiques agricoles et rurales régionales, la force des sentiments identitaires (le poids des représentations associées au pastoralisme) ouvrent des options dont peu d'unités de recherche de l'INRA peuvent bénéficier. Nous avons fait le choix de centrer notre stratégie partenariale autour du pôle d'Altiani. Ce choix repose sur une relation de confiance qui tient, du point de vue de l'ODARC (l'Office de Développement Agricole et Rural de la Corse) au fait que nous avons la réputation d'être neutre et compétents à la fois par nos connaissances et par notre capacité à développer une vision à moyen et long termes. En témoigne le fait que les trois axes structurants du pôle (la valorisation des races locales, la qualification des produits et les approches territoriales) renvoient à des domaines que nous dominons. Cette relation privilégiée nous permet d'être présents à la fois sur le champ de la construction des politiques publiques, sur celui de leur mise en œuvre ainsi que sur l'émergence d'actions innovantes (l'émergence d'une filière bio dans l'élevage bovin, par exemple). Sur le plan des activités d'expérimentation, notre présence a permis de lancer des expérimentations (mise en place de la mono-traité et incidences sur le système productif) en milieu réel. Altiani a vocation à constituer un pôle de compétences. Il réunit à ce titre la majorité des acteurs collectifs impliqués directement ou indirectement dans l'élevage... ce qui nous permettra d'être présents dans l'observation et le suivi des débats sur les choix de développement et la place de l'élevage dans la société corse.

Une situation exceptionnelle donc, mais de toute évidence lourde à porter pour une unité de recherche telle que le LRDE : nous devons veiller à ne pas nous engager au-delà de nos possibilités ou dans des conditions qui mettraient en péril notre vocation première : la recherche. Le

développement de partenariats spécifiques avec des équipes continentales est une options qui doit être envisagée en fonction de la nature des actions engagées avec l'ODARC.

## 6. Formation

Le rapport de nos évaluateurs est peut-être exagérément positif. Cependant, de nouvelles perspectives sont ouvertes : l'intégration du LRDE dans l'École Doctorale de Corte nous permettra d'accueillir de nouveaux doctorants et d'assurer de plein droit le suivi de leurs travaux. Notre engagement dans la FRES (instance qui associe le CNRS, l'INSERM, l'INRA et l'Université de Corse) favorise une meilleure interconnaissance et un certain rapprochement de nos champs d'intérêt respectifs... qui peuvent susciter l'émergence de sujets de thèse plus proches de nos orientations scientifiques. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'essor de nos activités d'enseignement (masters et doctorat) dépend pour une large part de la qualité de nos liens avec le pôle montpelliérain.

Si nos partenariats avec SELMET, Innovation et MOISA doivent être renforcés, nous devons veiller à ce que ces partenariats incluent également un volet formation. Dans ce domaine, l'éloignement constitue un handicap fort. D'une part parce qu'il nous place en retrait des activités de conception et de gestion des formations et donc aussi pour ce qui concerne la répartition des encadrements. D'autre part, parce que chaque déplacement en direction du site Montpelliérain coûte cher (de l'ordre de 400 6€ pour le seul déplacement).

## 7. Publications

Nous avons réalisé des progrès significatifs au cours du dernier quadriennal. Nous n'en ferons peut-être pas autant durant le prochain : la barre est désormais plus haute, mais une marge de progression reste ouverte avec un engagement plus affirmé de tous les publiants. Nous retenons que les dispositifs d'appuis aux publications devront être impérativement maintenus : il contribueront, avec les autres dispositifs transversaux à maintenir un haut niveau d'activité. Nous devons nous engager dans une démarche plus réfléchie, faisant la part entre l'audience de nos supports éditoriaux et le souci de renforcer le lien avec notre public potentiel. Nos actions doivent enfin s'inscrire dans une démarche plus solidaire et plus prospective.

Le rayonnement de l'équipe passe par le soin que nous apportons à nos publications. Il passe également par une mise à jour permanente de notre site internet. Des progrès considérables ont été fait dans un passé récent. Ils seront complétés par une mise en ligne de l'ensemble de nos travaux dont les droits ne sont pas réservés.

## 8. Gouvernance

Le nouveau DU devra assumer de lourdes responsabilités: aux 4 actions de bases s'ajoutent les « nœuds structurante », les « ateliers prospectifs », les dispositifs d'appui aux publications, différents séminaires et bien sûr les activités liées à notre nouvelle stratégie partenariale. Le DU doute parfois. Mais il est bien conscient qu'il fallait dépasser les cloisonnements qu'imposait notre ancienne organisation en axes et que le développement du débat scientifique constitue aussi le meilleur moyen de limiter les risques de marginalisation et d'exclusion. Le DU sait que le succès du projet dépend très largement des appuis qu'il saura trouver auprès de ses collègues (ainsi que des échos auprès de ses partenaires continentaux) et il compte bien mettre en place des délégations, notamment pour ce qui concerne l'animation scientifique. Il sait enfin, placer des limites à son ambition: tous les objectifs visés ne seront sans doute pas atteints, mais l'essentiel consiste sans



doute à ouvrir une voie et à caler une démarche.

Les compétences des techniciens du LRDE sont, d'une façon générale, mal valorisées et parfois très insuffisamment reconnues. Au cours de la dernière décennie, les interactions techniciens - ingénieurs se sont affaiblies. Les programmes sur les races locales et la gestion sanitaire permettront de mieux valoriser leurs compétences. Notre engagement dans le pôle Altiani s'inscrit également dans cete perspective.

#### 9. La clémentine pastorale

La provocation (elle reste discrète) peut avoir des vertus pédagogiques et dissimuler une ambition scientifique. Non, les clémentines corses ne se déplacent pas. Mais il reste que nos collègues de San Giuliano se sont investis dans une diminution des consommations en eau et en intrants, sur la construction d'itinéraires techniques davantage centrés sur la plantation que sur l'arbre et qu'ils partagent avec nous des convictions fortes sur le poids de l'action collective, sur l'attention qui doit être portée aux rapports entre la production, l'expédition et les filières. Enfin, ils considèrent avec nous que la qualification de l'origine doit être conçue comme un projet et portée comme un processus ininterrompu. Il est bien question là de rapports à l'écosystème, au territoire, au marché et à la société qui constituent les piliers de notre posture scientifique.

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a vertical stroke, positioned centrally on the page.